

2 Politique

Gouvernement/Reconduction de Jean-Marie Ogangaga
Les Akandais disent merci au chef de l'Etat

F.B.E.M

Cap-Estérias/Gabon

REMERCIER le président Ali Bongo Ondimba pour "la nomination et la reconduction au gouvernement" d'un des leurs, Jean-Marie Ogangaga, et lui exprimer leur soutien à sa politique. C'est le sens à donner à la cérémonie organisée, samedi dernier, au stade du Cap-Estérias, par les populations de la commune d'Akanda. Une manifestation à laquelle ont pris part, outre le ministre de la Fonction publique lui-même, d'autres membres du gouvernement, les édiles de Libreville et d'Akanda, plusieurs cadres administratifs et politiques, sans oublier la chefferie traditionnelle Benga, groupe ethnique auquel appartient Jean-Marie Ogangaga.

Occasion pour le membre



Jean-Marie Ogangaga et son épouse (c.), entourés de quelques officiels à la cérémonie.

du gouvernement d'éclairer davantage l'assistance sur la vision de l'émergence prônée par le chef de l'Etat, et la mise en place du nouveau système de rémunération, une des principales missions qui lui avait été confiée. "Aujourd'hui, a-t-il déclaré, c'est une réalité, le Gabon a un nouveau système de rémunération depuis juillet dernier. Ali Bongo Ondimba l'avait promis, et en homme de pa-

role, il l'a fait. C'est le réalisme de l'émergence. Nous sommes certainement le seul pays qui, bien qu'en pleine crise du prix du baril de pétrole, a réussi à augmenter les salaires des travailleurs... Après ça, le deuxième combat est de doter l'administration gabonaise d'un système de pension digne de ce nom, d'ici la fin de l'année".

Les représentants des jeunes, des femmes, et des

notables de la commune d'Akanda ont, à tour de rôle pris la parole pour rendre un hommage appuyé au président de la République qui a honoré leur commune et leur communauté en faisant confiance à un des leurs. Lesquels ont, chacun, demandé au promu de signifier toute leur gratitude au président de la République. Tout en lui demandant d'être leur fidèle interprète,

quant aux nombreuses potentialités qui restent à mettre en valeur dans leur localité. Ainsi, "(...) nous pouvons croire en l'avenir de notre commune, et raisonnablement rêver à des jours meilleurs qui feront en sorte qu'Akanda accède bientôt au peloton de tête des communes du Gabon", a laissé entendre le notable Joseph Olendo. Comme une première réponse à cette re-

quête : la présentation du projet «ceinture verte». Soit un imminent projet de productions vivrières et maraîchères que l'Institut gabonaise d'appui au développement (Igad) est chargé d'implanter dans cette commune, afin aussi de créer des emplois.

Une marche de soutien à la politique d'Ali Bongo Ondimba a constitué le clou de cette manifestation.



Une phase de la marche de soutien à Ali Bongo Ondimba.

Vie des partis/Bloc démocratique chrétien

Guy Christian Mavioga, favorable à la peine de mort

J.K.M

Libreville/Gabon

LE secrétaire général exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga, a animé une conférence de presse, hier, au siège de la télévision Canal espoir, au cours de laquelle il s'est déclaré favorable au rétablissement de la peine de mort pour les auteurs de crimes de sang ou rituels. Cette sortie du leader du BDC, par ailleurs porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRESE), faisait suite au regain de criminalité qu'a connu la capitale gabonaise la semaine dernière avec l'assassinat crapuleux d'une ressortissante Burkinabè.

"Les crimes dits rituels ou de sang doivent prendre fin dans



Le secrétaire exécutif du BDC, Guy-Christian Mavioga (d), lors de sa conférence de presse.

notre pays. Pour y arriver, nous pensons qu'il est nécessaire de rétablir la peine de mort. Une manière forte de décourager les auteurs des actes odieux qui ternissent l'image de notre beau pays", a-t-il clamé. Tout en précisant qu'il entendait consulter ses pairs de la MRESE pour voir prospérer

son initiative. Sans toutefois présager de l'issue de ces éventuelles consultations, il est fort à parier que l'ambition de Guy-Christian Mavioga ne connaîtra aucune issue favorable. Vu que le Gabon a ratifié le protocole de l'Organisation des Nations unies (Onu) sur l'abolition universelle de la



Vue partielle des journalistes.

peine de mort.

Répondant à une question d'un journaliste sur la démission de l'ancien Premier ministre, Jean-François Ntoutoume Émane, des rangs du Parti démocratique gabonais (PDG), le leader du BDC a indiqué que cela constituait "un pétard mouillé qui a le mé-

rite de clarifier les rangs de la MRESE, que ceux qui ne veulent plus poursuivre le voyage de l'Émergence démissionnent ! Qu'ils s'en aillent, car nous n'avons pas besoin des nostalgiques, incapables de faire leur aggiornamento", a-t-il lancé. Tout en stigmatisant l'attitude des néo-opposants coupables,

à ses yeux, "d'avoir contribué au pillage du pays en détournant de nombreux projets de développement".

Se félicitant de la prochaine révision de la liste électorale, M. Mavioga a invité les responsables du ministère de l'Intérieur "à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre aux Gabonais de l'étranger de se faire enrôler au même titre que ceux résidant sur le territoire national". Non sans avoir exhorté tous "les acteurs de l'Éducation nationale à faire preuve de responsabilité et de patriotisme à l'orée de cette nouvelle année scolaire, afin qu'elle se déroule dans de très bonnes conditions". Tout en précisant que les responsables du Minéduc auraient dû, pendant les grandes vacances, licencier "tous les enseignants et les recruter par la suite sur la base du volontariat".

Miroir du Gouvernement

Une rentrée sous des meilleurs auspices ?

LES élèves du primaire, des collèges et lycées, sur l'ensemble du territoire national, ont repris le chemin des cours hier. C'est vrai, l'usage voudrait que l'on en soit encore aux formalités administratives et aux prises de contact. Cette rentrée, plus que d'autres, est celle de toutes les attentes. Pour une fois, l'espoir de voir celle-ci aller à son terme est grand. Il y a même des fortes raisons d'y croire.

Après plusieurs années jetées à l'eau suite aux revendications corporatistes ayant débouché, en juillet dernier, à l'augmentation subséquentes des salaires des enseignants et des autres agents de la Fonction publique, le système éducatif national peut et doit mettre à

profit cette année pour chercher à atteindre ses objectifs.

C'est dire que le retour à des niveaux raisonnables d'un enseignement qui a, depuis, perdu ses lettres de noblesse. Tout le monde est d'accord, parents comme enseignants, qu'il faut repartir sur de nouvelles bases. C'est vrai, quelques zones d'ombre existent. Représentées par les mêmes qui voient toujours midi à leur porte, et croient dur comme fer que les grèves sont toute la solution. Mais, c'est perdre de vue que tout évolue.

Aux nouvelles autorités ministérielles de comprendre que leurs prédécesseurs ont largement "balisé" le terrain pour leur permettre, aujourd'hui, de travailler dans une

atmosphère propice à l'atteinte des objectifs du gouvernement. Notamment, le retour à la normalité scolaire des apprenants. Le respect du calendrier ne devrait plus souffrir des attermoissements habituels. Comme l'a rappelé dans nos colonnes l'un des acteurs syndicaux du secteur éducation, Marcel Libama, «l'éducation est une politique qui doit être visible et lisible». Une visibilité et une lisibilité dont l'objectif sera d'aider tous les partenaires et autres entités à trouver des solutions pérennes aux problèmes, bien que moindres, mais persistants encore.

Il s'agira alors pour les deux membres du gouvernement en charge dudit secteur de ne «pas avoir d'état

d'âme particulier». Le principe de la continuité du service leur impose de poursuivre l'œuvre de leurs devanciers. Autrement dit, avoir à faire face aux exigences et grands défis dont l'essentiel devrait comporter la qualité de la gouvernance des établissements secondaires, à travers l'instauration des conseils d'administration. D'ailleurs, selon Florentin Moussavou, ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique, ces conseils se tiendront de façon régulière. Y prendront part, les autorités locales, les élus nationaux, les opérateurs économiques, les syndicats, les mutuelles des élèves et les associations de parents d'élèves (APE). Il a été ainsi question d'élargir le

panel des partenaires afin d'associer la majorité aux décisions sur l'exécution des politiques de l'éducation au Gabon.

Le principal challenge est connu. C'est-à-dire faire tout pour que la situation actuelle, caractérisée par une faiblesse des résultats scolaires, aggravée par une baisse du niveau général de l'enseignement, appelle des efforts supplémentaires pour sa résolution. Surtout que l'école se doit également de maintenir sa vocation légitime d'ascenseur social. A-t-on encore besoin de rappeler que l'école de la République est le lieu de l'égalité des droits et des devoirs ? Dit comme tel, il ne reste qu'à croiser les doigts pour que tout se passe comme prévu. En 2016.